

## DEMANDE D'ATTRIBUTION DE LA PRESTATION ÉDUCATION

À adresser à Igessa – Direction des prêts et des actions sociales – Caserne Saint Joseph BP 190 – 20293  
BASTIA CEDEX

**Demande formulée par** <sup>(1)</sup>  **Ressortissant**  **Conjoint survivant** <sup>(2)</sup>  **Tuteur**  
 **Orphelin majeur** <sup>(3)</sup>

### RENSEIGNEMENTS RELATIFS AU RESSORTISSANT (*renseignements obligatoires*)

Catégorie de ressortissant <sup>(4)</sup> : .....

Civilité <sup>(1)</sup> :  Mme  M

NOM : ..... NOM de naissance : .....

Prénom(s) : .....

Né(e) le : ..... à : .....

Adresse <sup>(5)</sup> : .....

Code postal ou Pays <sup>(5)</sup> : ..... Commune <sup>(5)</sup> : .....

Téléphone <sup>(5)</sup> : .....

Adresse électronique <sup>(5)</sup> : .....

Situation familiale <sup>(1)</sup> :

- Personne vivant seule :  Célibataire  Séparé(e)  Divorcé(e)  Veuf (ve)
- En couple :  Marié(e)  Pacsé(e)  En concubinage

Autorité d'emploi <sup>(1)</sup> :

- AIR ET ESPACE  DGA  EMA  GENDARMERIE  MARINE  
 SERVICE RATTACHÉ AU MINISTRE  SGA  TERRE  
 ÉTABLISSEMENT PUBLIC OU ORGANISME SOUS CONVENTION <sup>(6)</sup> : .....

Catégorie hiérarchique <sup>(1)</sup> :

- Civil :  Catégorie A  Catégorie B  Catégorie C  Contractuel  Ouvrier de l'État  Autre
- Militaire :  Officier  Sous-officier  Militaire du rang  
Officier général de 2<sup>ème</sup> section <sup>(1)</sup> :  Oui  Non  
Précision militaire <sup>(1)</sup> :  De carrière  Sous contrat

**RENSEIGNEMENTS RELATIFS À L'AYANT DROIT : CONJOINT SURVIVANT, TUTEUR OU ORPHELIN MAJEUR (si coché)**Civilité <sup>(1)</sup> :  Mme  M

NOM : ..... NOM de naissance : .....

Prénom(s) : .....

Né(e) le : ..... à : .....

Adresse : .....

Code postal ou Pays : ..... Commune : .....

Adresse électronique : .....

**RENSEIGNEMENTS RELATIFS À LA DEMANDE**

Année scolaire : 20../20..

Renseignements relatifs à l'élève ou à l'étudiant(e)

NOM : .....

Prénom(s) : .....

Né(e) le : .....

Enfant handicapé atteint d'un taux d'incapacité égal ou supérieur à 50 % <sup>(1)</sup> : Lien de parenté <sup>(1)(7)</sup> :  Enfant direct (fiscalement à charge ou pas) Enfant non direct fiscalement à chargeType de formations ou d'études poursuivies <sup>(1)</sup> Formations avant le baccalauréat <sup>(1)</sup>

- Formations professionnelles
- Formations technologiques dispensées après la classe de seconde générale et technologique
- Formations technologiques préparant dès la classe de seconde à régime spécifique au baccalauréat technologique série « Sciences et technologies de l'hôtellerie et de la restauration » (STHR)
- Formations technologiques préparant dès la classe de seconde à régime spécifique au baccalauréat technologique série « Sciences et techniques du théâtre, de la musique et de la danse » (STTMD)
- Spécialités du brevet de technicien préparées à partir de la classe de seconde à régime spécifique
- Formations conduisant au diplôme d'État d'aide-soignant
- Formations conduisant au diplôme d'État d'auxiliaire de puériculture

 Formations après le baccalauréat <sup>(1)</sup>

- Classes préparatoires y compris celles aux grandes écoles
- Etudes après le baccalauréat conduisant à un diplôme national, à un diplôme conférant un grade ou un titre universitaire ou à un diplôme visé par l'État

 Formations et études à domicile par correspondance <sup>(1)</sup>

- Enfant handicapé ne pouvant être inscrit dans un établissement scolaire dès lors que ces formations et études entrent dans le cadre général cité *supra*
- Enfant des bénéficiaires de l'action sociale des armées affectés dans les départements d'outre-mer, les collectivités d'outre-mer et en Nouvelle-Calédonie ou à l'étranger, lorsqu'il n'y a pas d'école adaptée aux formations et études citées *supra*

Type de prestation éducation demandée <sup>(1)</sup> Aide à l'éducationDomiciliation – Lieu de vie de l'élève <sup>(1)</sup> :  Vivant au domicile parental  
 Vivant hors du domicile parentalComposition de la famille (en distinguant les personnes vivant au domicile (**D**) du demandeur et en dehors du domicile (**HD**) du demandeur à titre onéreux et en indiquant uniquement les enfants fiscalement à charge, autre que l'élève :

NOM	PRENOM	LIEN DE PARENTÉ	D ou HD	ANNÉE DE NAISSANCE

 Prise en charge partielle des intérêts bancairesJe souhaite que la décision d'attribution ou de refus d'attribution de ma demande de prestation éducation me soit adressée <sup>(1)</sup> : Par voie postale **ou**  Par courriel à l'adresse électronique sus mentionnée**DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL**

Les informations recueillies sur ce formulaire font l'objet d'un traitement informatique dans le cadre d'une application dénommée « e-social des armées » mise en œuvre par Igesa dans le but d'instruire et d'attribuer des prestations et des prêts de l'action sociale des armées au profit des ressortissants du ministère des armées et de leurs ayants-droits. Ce traitement, dont le responsable est le directeur des ressources humaines du ministère de la défense, est fondé sur l'exécution d'une mission d'intérêt public, en vertu des dispositions du décret n° 2007-51 du 11 janvier 2007 modifié relatif à l'action sociale des armées. Le directeur des affaires juridiques assure la fonction de délégué à la protection des données pour le ministère des armées ([daj.delegue.fct@intradef.gouv.fr](mailto:daj.delegue.fct@intradef.gouv.fr)).

Peuvent être destinataires de vos données et des pièces justificatives transmises, à raison de leurs attributions respectives et du besoin d'en connaître, les agents d'Igesa.

Vos données sont conservées pendant deux ans après la dernière intervention sur votre dossier. Conformément aux dispositions du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (RGPD), vous disposez d'un droit d'accès, de rectification, d'opposition et de limitation du traitement vous concernant.

Pour exercer ces droits, vous devez vous adresser au délégué de la protection des données d'Igesa par courriel à l'adresse: [dpo@igesa.fr](mailto:dpo@igesa.fr), ou par courrier à l'adresse: Igesa, à l'attention du Délégué à la protection des données, Caserne Saint Joseph BP 190 -20293 Bastia Cedex.

Si vous estimez, que vos droits en matière de protection des données ne sont pas respectés, vous pouvez adresser une réclamation à la CNIL par voie électronique (<https://www.cnil.fr/fr/plaintes>) ou par courrier postal.

**DÉCLARATION SUR L'HONNEUR.**

Je soussigné(e), .....

- certifie sur l'honneur l'exactitude des renseignements mentionnés ci-dessus et des pièces justificatives fournies ;
- reconnais avoir été informé(e) que les informations recueillies à partir de ce formulaire font l'objet d'un traitement informatique dans le « *e-social des armées* » destiné à l'usage interne de l'organisme chargé de l'instruction et du paiement des prestations ;
- sollicite le bénéfice de la prestation sus-indiquée.

Ladite aide sera versée sur le compte bancaire suivant (**Joindre un RIB ou RIP**) :

[ \_\_\_\_\_ IBAN \_\_\_\_\_ ] [ \_\_\_\_\_ BIC \_\_\_\_\_ ]

Nom et adresse de la banque si à l'étranger :

Fait à ....., le .....

Signature

- (1) Cocher la ou les case(s) utile(s).
- (2) Conjoint, partenaire lié par un PACS ou concubin, survivant.
- (3) De père et de mère.
- (4) Militaire de carrière ou servant en vertu d'un contrat - fonctionnaire relevant du ministère des armées - ouvrier de l'État relevant du ministère des armées - agent contractuel de droit public ou de droit privé relevant du ministère des armées - personnel civil ou militaire employé par un établissement public placé sous tutelle du ministère des armées, lorsqu'une convention est conclue entre le ministère des armées et l'établissement public – personnel civil ou militaire employé par un organisme lorsqu'une convention est conclue entre le ministère des armées et l'organisme.
- (5) Ne pas remplir si la demande n'est pas formulée par le ressortissant.
- (6) Indiquer obligatoirement et clairement le nom de l'établissement ou de l'organisme.
- (7) Enfant direct : enfant du ressortissant  
Enfant non direct : autre enfant fiscalement à charge.

## **PIÈCES À JOINDRE À LA DEMANDE.**

### Pièces jointes communes aux deux types de prestation

- Justificatif de votre qualité de ressortissant (dernier bulletin de rémunération ou titre de pension ou acte administratif portant décision de congé).
- Copie du(es) livret(s) de famille qui reflètent la composition de la famille.
- Justificatif d'incapacité de l'enfant (copie de la carte d'invalidité ou de la carte mobilité inclusion, mention invalidité ou de la décision de la maison départementale des personnes handicapées (MDPH)).
- Certificat de scolarité ou toute pièce attestant de l'inscription de l'étudiant dans un établissement scolaire ou universitaire
- Justificatifs de la garde des enfants (en cas de rupture de la vie commune : divorce, séparation, dissolution du PACS).
- Si l'enfant d'agent de l'Etat est orphelin mineur de père et de mère, copie de la décision de justice attribuant sa garde au tuteur légal.
- En cas décès d'un ressortissant vivant en concubinage, le concubin survivant doit joindre : déclaration de concubinage ou justificatifs de vie commune et acte de décès du ressortissant.
- Relevé d'identité bancaire ou postal du compte bancaire sur lequel la prestation sera versée.

### Pièces jointes pour la prestation Aide à l'éducation

- Dernier avis d'impôt ou avis de situation déclarative à l'impôt sur le revenu (ASDIR) de toutes les personnes vivant au foyer. En cas de changement de situation familiale ou financière dans l'année: dernier bulletin de salaire de tous les membres du foyer, attestation pôle emploi, etc.
- Copie de l'ordre de mutation en outre-mer ou à l'étranger (en cas d'affectation dans un département ou collectivité d'outre-mer ou à l'étranger).
- Copie de l'affectation en métropole (pour le demandeur ayant été affecté à l'étranger ou en outre-mer entre l'année N-2 et la date du dépôt de la demande).
- Justificatif handicap pour toute personne au foyer porteur d'un handicap d'au-moins 50 % (ce justificatif permet le calcul du QF avec une demi-part supplémentaire).
- Justificatifs du logement à titre onéreux de l'enfant hors du domicile des parents (quittance de loyer, copie du bail, etc.).

### Pièce jointe pour la prestation Prise en charge partielle des intérêts bancaires

- Copie du tableau d'amortissement du prêt en cours et justificatifs de versement des remboursements du prêt.